

# *l'Anti*capitaliste

n°764 | 24 juillet 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

**ÉCOLOGIE BUDGET  
DÉMOCRATIE**

**LE MONDE  
DU TRAVAIL  
SE DÉFEND**

**IL A UN**

**MONDE**

**À GAGNER!**

## ZOOM

Palestine. Israël  
affame Gaza

Page 3

## INTERNATIONAL

La solidarité avec la  
résistance ukrainienne, un  
impératif pour la gauche

Page 4

## ARGUMENTS

L'Inde, dans la  
tourmente capitaliste

Page 5

## CHAMP LIBRE

Université d'été 2025,  
demandez le  
programme!

Page 8

## Édito

### Bonnes vacances !

Par le **COMITÉ DE RÉDACTION**

**D**ernier édit de la saison. Nous voilà donc en vacances ! Nous qui, au comité de rédaction comme dans toutes les instances de notre parti, sommes toute l'année de manifestations en réunions, d'assemblées en piquets de grève, de rassemblements en blocages, d'écriture en distribution de tracts... et toujours unitaires et révolutionnaires, nous allons rompre un temps avec cette spirale activiste. Rédacteurices comme lecteurices, militantEs comme sympathisantEs, pour certains coupent tout, laissent ordi et téléphone dans un tiroir de la commode, quand d'autres gardent un œil sur la folle course du monde. Mais, dans tous les cas, le NPA-l'Anticapitaliste reste collectivement mobilisé en solidarité au peuple palestinien et attentif aux mobilisations qui se développeront pendant l'été. Indispensable, cette phase estivale nous permet de reproduire notre force de travail, et surtout notre capacité à militer. Parce que nous en avons besoin, que notre parti en a besoin, que tous les groupes — syndicats, associations, collectifs — auxquels nous contribuons ont besoin de notre énergie, de notre engagement, de notre expérience. Oui, nous sommes utiles ! La prochaine saison s'annonce riche : municipales, NFP, alternative politique ! Après les annonces de Bayrou sur le budget et ses attaques en règle contre le monde du travail, nous aurons besoin d'une sacrée dose de repos, de soleil et de convivialité pour préparer la bataille toustes ensemble, par-delà les différences et les divergences : pour nos droits sociaux, pour des hausses de salaires et le partage du temps du travail, pour l'extension du domaine de la gratuité, pour la fin de l'agro-industrie et tous les projets écicides... Il faudra aussi se battre contre les discours racistes qui enrobent leur politique en faveur des profits et contre les attaques verbales et physiques de l'extrême droite. ChacunE pourra préparer sa rentrée sociale et politique à Port-Leucate, lors de notre université d'été du 24 au 27 août. Sans être une obligation, ces quatre jours fournissent une bonne dose de camaraderie et de d'échanges revigorants pour définir précisément le monde que nous voulons. Et nous avons plein d'idées. Estivants anticapitalistes, bonnes vacances à vous ! À celles et ceux qui n'ont ni la possibilité d'avoir des vacances ni celle de partir changer d'air, nous vous souhaitons de vous changer les idées. Et dans tous les cas, prenez soin de vous ! Nous avons besoin de vous !

### Bien dit

**Budget : les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit !**

C'est le cri de lancement de la pétition lancée par les syndicats CGT, CFDT, FO, CFE-CGE, CFTC, UNSA, FSU et Solidaires le 22 juillet. Allez, c'est parti ! On va battre tous les records, même celui de la pétition contre loi Duplomb... et en septembre, on se retrouve en grève et dans la rue !

<https://www.change.org/p/budget-les-sacrifices-pour-le-monde-du-travail-ça-suffit>

## À la Une

ÉCOLOGIE, BUDGET, DÉMOCRATIE

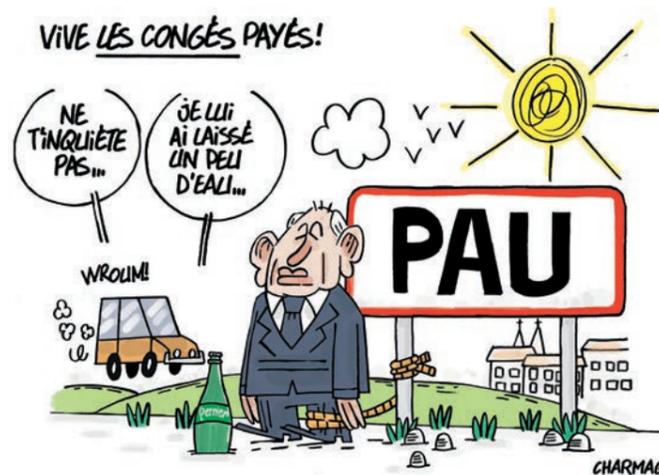
# Le monde du travail se défend, il a un monde à gagner !

*La torpeur estivale ne semble pas gagner les travailleurEs. Pas encore. Signe d'une colère froide et saine, la pétition contre la loi Duplomb a été adoptée le 8 juillet par une procédure administrative, comme la Constitution de la 5<sup>e</sup> République semble en receler plein.*

**L**es motivations des près de 2 millions de signataires de la pétition peuvent être nombreuses et diverses, mais une chose est sûre : ils et elles ne sont pas dupes et étaient disposés à le faire savoir.

### Un rebond citoyen

Un rebond citoyen dont nos « représentants politiques » ne devraient pas s'étonner, tant depuis la réélection d'Emmanuel Macron en 2022, ils ont chaque année cherché jusqu'où ils pouvaient pousser le bouchon : 23 articles 49.3, dont un pour faire la réforme honnie des retraites en 2023 ; une dissolution qui sert à l'extrême droite le pouvoir sur un plateau en 2024 ; et toute une série de lois sur l'assurance chômage, l'écologie, le nucléaire, le logement, le budget, l'éducation aussi inutiles que dangereuses... qui avaient déjà commencé sous Hollande et Sarkozy (voir l'article sur la casse du code du travail, page 6). Et ça commence à se voir vraiment sérieusement... Pas dupes, donc, des procédures d'adoption, des entourloupes idéologiques, des discours sirupeux servis 15 fois au moins quand toutes les études scientifiques, économiques, sociales (et ce, en dépit de la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche) montrent un creusement sévère des inégalités à cause de la politique menée sous Macron. Après avoir brandi la peur de l'extrême droite pour se faire



élire et lui avoir ensuite servi de marchepied, voilà que Macron cherche à nous effrayer avec la menace russe pour nous faire avaler sa politique militariste (voir article page 6). Il continue, inventif en matière de bobards pour faire passer un budget d'économie de 43,6 milliards d'euros pris essentiellement sur le dos des travailleurEs. Les plus pauvres morflent, les autres sont de plus en plus pénalisés par l'inflation et se demandent où ça va s'arrêter.

### La pétition de huit organisations syndicales

Alors, la bataille se prépare. Huit organisations syndicales viennent de lancer une pétition « Budget Bayrou : ça suffit ! » en guise de préparation de la mobilisation. Sophie Binet pour

la CGT avait parlé de « *reculs inacceptables* », quand son homologue de la CFTC pointait des « *efforts ni partagés ni équitables* » demandés par le Premier ministre. Certes, ce n'est pas le grand soir qui se prépare, mais l'unité des forces syndicales est déjà encourageante pour construire la digue face aux projets antisociaux de Bayrou. La mobilisation par la grève et dans la rue s'annonce nécessaire pour montrer que le monde du travail est une force sociale qui compte économiquement, socialement et politiquement. Reste à déterminer où est la limite entre le négociable et le non-négociable. D'où l'importance de l'auto-organisation, de discuter entre collègues pour savoir ce qui est acceptable ou non et le faire savoir.

Car nous avons surtout besoin d'une force collective, à la base, unie, qui soit en capacité de prendre confiance et d'affirmer haut et fort ses revendications, du refus des projets gouvernementaux à la perspective émancipatrice en passant par le partage des richesses et du travail.

### L'alternative politique

Faute d'une mobilisation puissante en nombre, mais aussi déterminée et claire sur ses exigences, les travailleurEs ne seront entendus que par la voix des députéEs ou des dirigeants syndicaux. Et celle-ci est bien trop souvent étouffée par les institutions de la 5<sup>e</sup> République dont la bourgeoisie s'est dotée pour parvenir à ses fins et maintenir sa mainmise sur l'économie. Si nos mobilisations ne trouvent pas d'issue politique, à la hauteur de ce que nous représentons dans le pays, comme c'est le cas depuis le mouvement des Gilets jaunes sévèrement réprimé, alors nous butons sur un obstacle. Le NFP, créé il y a un an, a représenté un espoir. Il ne pourra continuer à exister que si le monde du travail exprime ses exigences dans l'unité et la radicalité. Le monde du travail doit non seulement se défendre mais gagner de nouveaux droits démocratiques pour imposer des politiques en faveur de l'égalité et du vivant. Bayrou, Macron dehors. L'alternative politique, c'est nous ! Toustes ensemble !

**Fabienne Dolet**



### DES LOGEMENTS POUR TOUSTES, SANS CONDITIONS !

Le NPA-l'Anticapitaliste était présent lundi 21 juillet auprès des mineurEs isolés du collectif des jeunes de Belleville. Iels avaient rendez-vous à la mairie de Paris afin d'obtenir des logements. Plus de 500 jeunes se trouvent sous des tentes, sous les ponts, sans aucune solution d'hébergement. La mairie leur propose 30 logements, leur imposant ainsi de trier. Tous les moyens sont bons pour essayer de diviser ce collectif dont la force réside dans sa solidarité unitaire. Nous rejoignons leur lutte et leur mot d'ordre clair : des logements pour toutes et tous, sans conditions !

## BUDGET BAYROU... Rogner sur les dépenses de santé pour financer les assistés du CAC 40!

Une austérité à 44 milliards d'euros. Et pour y arriver, une nouvelle ponction de 5 milliards d'euros sur le budget de notre système de santé déjà exsangue. Voilà le projet de budget 2026 présenté par Bayrou au nom de la lutte contre les déficits. Il s'agit encore de sabrer dans les dépenses, alors que notre système de santé, comme le budget de l'État, souffre essentiellement d'un manque de recettes, avec un déficit creusé à coups de subventions au capital. Même la très libérale Cour des comptes est obligée de noter que « de 2014 à 2024, le total des allègements généraux de cotisations patronales a presque quadruplé, passant de 20,9 milliards à 77,3 milliards d'euros ». Des exonérations que le budget de l'État va quasi intégralement compenser, creusant ainsi son déficit. Si Bayrou a besoin de 44 milliards, qu'il aille les chercher dans la poche des milliardaires et du CAC 40, qu'il subventionne à coups d'exonérations!

### Responsabiliser les patients qui « décident » d'avoir un infarctus ou un cancer du sein ?

Bayrou veut culpabiliser les malades, qui « abusent et qui fraudent », alors que 82 % des fraudes en santé en 2024 — 519 millions sur 628 millions —

*Doublément des franchises de 50 à 100 euros, attaque contre les affections de longue durée et les arrêts de travail, c'est une coupe massive dans le budget de la santé que Bayrou veut nous vendre dans son projet de financement, au nom des déficits qu'il a lui-même créés!*

### COUPE BUDGÉTAIRE DANS LA SANTÉ



ont le fait des établissements de santé et des professionnels de ville, selon les comptes de la Sécurité Sociale. Et que les fraudes aux cotisations sociales patronales se montent, elles, à 10 milliards d'euros! Comme si on choisissait d'être malade, et comme si ce n'étaient pas les médecins qui prescrivaient les soins! Comme si les patientEs en affection de longue durée étaient des privilégiés pour lesquels tout serait gratuit.

Déjà gravement malades, ils ont en fait un reste à charge 1,8 fois plus élevé que le reste des patients, car de nombreux soins justement ne sont pas pris en charge par la Sécu. Les conséquences: une explosion du coût des compléments santé, une augmentation des inégalités sociales de santé et du renoncement aux soins. Elles vont frapper encore une fois les plus pauvres, les plus âgés, les plus malades.

### Une austérité qui creuse les inégalités sociales de santé

Avec ce nouveau tour de vis pour la santé, l'Ondam (Objectif national de dépenses d'assurance maladie) serait seulement de + 1,9%. Un choc, alors que face aux besoins, à la dette des hôpitaux, au Ségur non financé, au manque de personnels, même la FHF (fédération hospitalière de France) demandait une augmentation de + 6%, quand les syndicats des travailleurEs de la santé demandent de leur côté + 10%! Pour l'hôpital, la dette va continuer à se creuser, à plus de 30 milliards d'euros. Sous-investissement, fermeture des services, maltraitance des personnels et des usagers vont s'aggraver. Un exemple, au Grand Hôpital de l'Est francilien, des dizaines de médecins étrangers ont reçu l'ordre de rembourser jusqu'à 100 000 euros de primes, qui figuraient pourtant dans leur contrat! Alors il faut censurer ce gouvernement, dans la rue et dans les urnes! Et lui opposer une politique qui parte des besoins sociaux, des besoins de santé! **Commission santé sécu social du NPA**

## PALESTINE

# Israël affame Gaza

*Des vidéos qui se répètent et se ressemblent. Des personnes cherchant à manger sur qui on tire. Des femmes, des enfants, des vieillards, des hommes qui pour certainEs tombent littéralement de manque de nourriture en attendant un sac de farine...*

Une famine qui touche tout Gaza au point que Médecins sans frontières indique que près de 80% de la population de Gaza est entrée dans le stade 5, celui de famine aggravée avec des séquelles potentiellement irréversibles.

### Famine orchestrée

De l'autre côté de la frontière, l'UNRWA annonce qu'elle a à sa disposition, entassé, un stock pour 2 millions de personnes pour 3 mois. La nourriture ne manque pas: elle est bloquée en Égypte par le régime égyptien qui obéit aux ordres d'Israël. L'UNRWA n'est pas autorisée à faire passer ces camions ni à organiser la distribution, comme elle sait pourtant le faire depuis des décennies. Selon Alex de Waal de la World Peace Foundation, « il n'y a pas de cas de famine, depuis la Seconde Guerre mondiale, organisée et planifiée de façon aussi méthodique. C'est une famine qu'on peut éviter car elle est entièrement orchestrée par l'humain et pas par les conditions climatiques ».

En plus de la famine, Israël continue de bombarder et d'assassiner. Soi-disant à la recherche de Mohamed Deif, l'un des dirigeants de la branche militaire du Hamas, Israël continue de bombarder des lieux de vie: écoles, tentes, centre de soins, hôpitaux et même cafétéria. Toujours sous le prétexte de tuer un seul homme, le même que l'an dernier dont la tentative d'assassinat avait justifié un bombardement conduisant 90 personnes à la mort.



### Conditions inhumaines et génocide

En plus de tuer, bombarder et affamer, Israël ordonne d'évacuer. Mais où aller? La zone « safe » est de plus en plus petite et les conditions de vie de plus en plus alarmantes: des champs de tentes sur la plage, le long de la mer, à perte de vue. Des tentes par des chaleurs insoutenables parfois, et ce sans eau, sans produits d'hygiène et donc aussi sans nourriture. Les conditions sont tellement inhumaines que le roi de Belgique les a condamnées dans son discours lors de la fête nationale

### À lire sur le site



**Exercer des pressions sur les victimes d'un génocide, ne stoppe pas le génocide,** par Marie Schwab

le 20 juillet. Des conditions tellement inhumaines que le pape a aussi condamné Israël. Déjà, il y a un an, les conditions étaient tellement inhumaines que le représentant pour Israël à la Cour internationale de Justice, Aharon Barak, avait voté en faveur de l'aide humanitaire en prévention d'un génocide. Pourtant tous les signataires de la Convention de Genève sur les génocides restent silencieux. Au premier rang desquels Macron qui permet que des soutiens au génocide comme l'animateur de télé Arthur ou l'humoriste Sophia Aram soient décorés de la Légion d'honneur sur le quota... du ministère des Affaires étrangères. Le message est clair. Message clair côté États-Unis aussi, qui viennent encore de subventionner en armes Israël, avec le soutien de la gauche démocrate au Congrès.

### Des résistances à la situation tragique

Pour répondre à la colère et à la frustration que cette situation entraîne, une nouvelle flottille est partie pour briser le siège à Gaza avec des députés LFI cette fois à leur bord. De même, la fondation Hind Rajab, fondée en 2024 en Belgique, a repéré et dénoncé deux soldats israéliens qui venaient tranquillement passer des vacances en Belgique. Ils ont été interrogés puis relâchés, mais une enquête est ouverte, la Belgique ayant compétence universelle pour les crimes contre l'humanité. Il serait temps que tous les pays, dont la France, arrêtent ces soldats qui continuent leur vie impunément. La situation est tragique et les mots manquent pour décrire le degré de colère de voir l'abîme ouvert sous les pieds des PalestinienNES de Gaza. **Édouard Soulier**

## No comment

*There is nothing to say. Words are not feeding our children. [Il n'y a rien à dire. Les mots ne nourrissent pas nos enfants.]*

Message de Gaza relayé par l'UNRWA sur X le 22 juillet 2025... ou ce que signifie perpétrer un crime contre l'humanité, notre humanité.

## Agenda

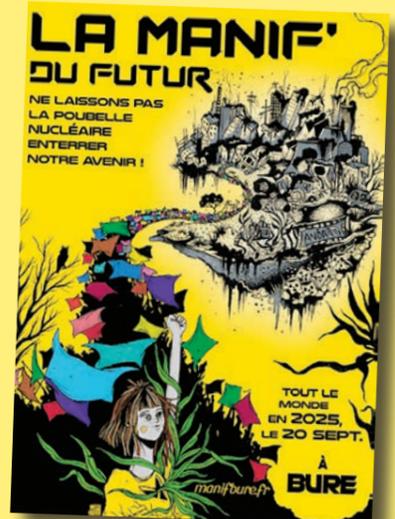
**Du 19 au 26 juillet, 40<sup>e</sup> édition des Rencontres Internationales Jeunes (RIJ), Wallonie (Belgique).** Infos: [jeunes@nouveauanticapitaliste.org](mailto:jeunes@nouveauanticapitaliste.org)

**Du dimanche 24 au mercredi 27 août, 17<sup>e</sup> Université d'été du NPA - l'Anticapitaliste, Port-Leucate (11).** Accueil le samedi 23 à partir de 14h et départ le jeudi 28 après le petit-déjeuner.

## l'Anticapitaliste

*suspend sa parution durant le mois d'août. On se retrouve le jeudi 5 septembre... déter et motivés!*

**Samedi 20 septembre, «La manif du futur» contre la poubelle nucléaire, Bure (55).** Infos sur [manifbure.fr](http://manifbure.fr)



**Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur**

**l'Anticapitaliste.org**

## l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

**Rédaction:** [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion:** [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration:** 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:** 2269-3696

**Commission paritaire:** 1225-C-93922

**Société éditrice:** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage:** 1800 exemplaires

**Directrice de publication:** Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction:** Fabienne Brifault

**Maquette:** Ambre Bragard

**Impression:** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 21  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)



## AFRIQUE Le Club des Cinq et le sociopathe

Le retour des États-Unis sur la scène africaine vise à profiter des richesses du continent. Un objectif clairement affiché par l'administration Trump.

Le 9 juillet Trump recevait pour un déjeuner de travail cinq dirigeants africains du Gabon, de la Guinée-Bissau, du Liberia, de la Mauritanie, du Sénégal. Des pays, selon Trump, « dynamiques avec des terres de très grande valeur, de super minerais, des grandes réserves de pétrole, et des gens merveilleux ». Même s'il s'apprête à interdire à « ces gens merveilleux » l'accès aux USA en refusant la délivrance de visas.



DR

### Priorités des États-Unis

La politique de l'administration Trump est de remplacer la politique d'aide par celle du commerce. Désormais, les ambassadeurs des États-Unis dans les pays africains seront jugés sur le nombre de contrats commerciaux réalisés. Une politique adossée à trois priorités : accéder aux minerais critiques, décisif pour les industries numériques et électroniques ; contrer l'hégémonie de la Chine sur le Continent ; lutter contre le terrorisme sur le secteur autour de la mer Rouge jugée stratégique. Ainsi, dans le plus grand silence médiatique, les États-Unis ont procédé en six mois à 43 frappes de drones en Somalie contre les Shebabs (51 frappes pendant la durée totale du mandat de Biden). La politique définie comme transactionnelle, favorisant le commerce, est encouragée par la levée de mesures considérées comme des obstacles. Ainsi, les questions des droits humains et de la démocratie ne doivent plus interférer. À cela s'ajoute la suspension de l'application de la loi sur les pratiques de corruption à l'étranger. Elle donne dans les faits une immunité judiciaire aux entreprises étatsuniennes qui soudoient les décideurs à l'étranger pour remporter des marchés.

### Speed dating

Plusieurs raisons peuvent expliquer le choix d'inviter ces cinq pays. D'abord, ils sont tous situés sur la côte atlantique ce qui pourrait favoriser les exportations, sans nécessité d'investissement dans les infrastructures portuaires déjà existantes. Ensuite, ces pays possèdent dans leur sous-sol soit du gaz ou du pétrole, soit des minerais rares. Ainsi, au Liberia, les études géologiques ont montré la présence de néodyme essentiel à la fabrication d'aimant permanent. Enfin, ce sont des pays qui n'appartiennent ni aux BRICS+ (l'alliance économique des pays dits du Sud), ni à la zone d'influence de la Chine ou de la Russie. Bref ce sont des proies faciles. D'autant que les cinq dirigeants, chacun à son tour, ont vanté les mérites de leur pays respectif avec pour certains une dose de flagornerie pour Trump et son ego surdimensionné. Ainsi Faye, élu président du Sénégal à la suite d'une mobilisation électorale anti-impérialiste, n'a rien trouvé de mieux que de lui proposer d'investir dans un terrain de golf, se découvrant une passion pour ce sport.

Bien évidemment, personne ne lui a fait remarquer que sa politique de suppression de l'USAID (United States Agency for International Development) mettant fin aux aides étatsuniennes pourrait entraîner, d'après le journal médical de référence *The Lancet*, 14 millions de morts.

Paul Martial

## UKRAINE La solidarité avec la résistance ukrainienne, un impératif pour la gauche

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, déjà responsable de plus d'un million de victimes, n'est pas près de s'arrêter. Réponse à quelques arguments qu'on entend trop souvent et qui cherchent à délégitimer la solidarité.

Car, malgré l'offensive d'un régime néofasciste contre un peuple, nombreuses sont les forces de gauche qui, lorsqu'elles ne s'y opposent pas explicitement, sont réticentes à s'inscrire dans le mouvement de solidarité internationale avec l'Ukraine.

### Relation des impérialistes avec la Russie

**Premier argument :** l'Ukraine serait « gangrenée par des nazis et des fascistes », ce qui correspond mot pour mot à la propagande déployée par Poutine pour légitimer son invasion. Dans la réalité ukrainienne, les forces apparentées à l'extrême droite ont réalisé 2% des voix aux dernières élections législatives de 2019. Si l'on ne peut nier la dangerosité des groupes d'extrême droite présents au sein de l'armée, ils représentent une infime minorité des 900 000 agents que compte l'armée ukrainienne. Il y a ici une responsabilité décisive de la gauche européenne à montrer un soutien sans ambiguïté. L'extrême droite en Ukraine s'appuie sur ce refus de solidarité de la part de la gauche internationale pour délégitimer les courants progressistes. Une capitulation de l'Ukraine accompagnée de la perte des territoires occupés par l'armée russe conduirait au renforcement et à l'exacerbation du nationalisme promu par l'extrême droite.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

**Deuxième argument :** la responsabilité de l'Otan et des impérialismes occidentaux dans le déclenchement de l'invasion. C'est leur « provocation » qui aurait forcé la Russie à réagir. Cette explication omet, d'une part, la nature guerrière et expansionniste de la Russie poutinienne : principale puissance nucléaire de la planète, deuxième exportatrice d'armes au monde, la Russie a été impliquée dans trois autres opérations militaires sanglantes depuis le tout début du mandat de Poutine (Tchéchénie, Géorgie et Syrie). D'autre part, loin de mener une guerre contre la Russie, dans les années précédant l'invasion de 2022, les principaux impérialismes européens (France, Allemagne, Italie et Angleterre) avaient développé une relation économique privilégiée avec la

Russie de Poutine, en particulier pour l'accès aux hydrocarbures russes.

### Les UkrainienNES mobiliséEs

**Troisième argument :** Une guerre interimpérialiste « par procuration » ? Cette perspective réduit les peuples à n'être que des victimes de conflits géopolitiques entre des superpuissances, et leur ôte toute agentivité dans la lutte pour leur propre émancipation. La guerre que mènent les UkrainienNES contre l'invasion russe est une guerre de résistance populaire. L'armée ukrainienne est à 80% une armée non professionnelle, soutenue activement par la population, les organisations syndicales<sup>1</sup>, les collectifs féministes et la gauche socialiste et anti-autoritaire. La paix et la sécurité des populations sont

fondamentales pour renforcer les mobilisations contre les politiques néolibérales et le pouvoir de l'oligarchie ukrainienne.

### La capitulation de l'Ukraine renforcerait l'extrême droite

Quatrième argument : le soutien militaire à l'Ukraine favoriserait la poursuite et l'extension de la guerre. La doctrine du régime russe est fondée sur un expansionnisme militaire structurel. La résistance ukrainienne est la seule actuellement capable d'enrayer la dynamique guerrière et fasciste au pouvoir en Russie qui se fonde notamment sur le sacrifice de masse de soldats issus des zones périphériques du pays, les plus pauvres et les plus racisées. La volonté de domination de la Russie sur les territoires de l'ex-URSS va de pair avec une mise sous tutelle des aspirations sociales et démocratiques en Russie. Les organisations russes qui incarnent ces aspirations font d'ailleurs face à une répression totale depuis le début de l'invasion. Ce qui légitimerait le réarmement généralisé et favoriserait l'extension de la guerre, c'est au contraire une capitulation de l'Ukraine et la perte de ses territoires, annexés par la violence. Soutenir la résistance ukrainienne, y compris militairement, c'est garantir la possibilité d'une paix juste et durable et favoriser un changement des dynamiques socio-politiques pour les peuples de la région.

Gin et Elias Vola

1 – Appel commun des syndicats ukrainiens <https://laboursolidarity.org/fr/n/3539/>  
appel-commun-des-syndicats-ukrainiens

## TURQUIE Une paix en chantier, le régime d'Erdoğan en guerre

Depuis quelques mois, le régime d'Erdoğan mène un processus dont il considère les deux pans comme complémentaires, mais qui apparaît profondément contradictoire.

D'un côté, les attaques initiées avec l'incarcération du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu se sont transformées en une offensive plus large visant à criminaliser l'ensemble du CHP. De l'autre, pour la première fois depuis le début du processus de négociation qui s'esquisse depuis octobre 2024, des développements concrets ont eu lieu.

### «Adieux aux armes»

Le PKK, après l'annonce de sa dissolution au mois de mai, a fait le premier pas. Trente militants (15 femmes et 15 hommes) ont brûlé leurs armes lors d'une cérémonie en Irak du Nord. Cet acte, certes symbolique, est un tournant décisif pour la poursuite du processus bloqué sur la question de savoir qui ferait le premier pas. Le jour précédent, Abdullah Öcalan, leader du PKK, s'était adressé pour la première fois depuis plus de deux décennies à ses combattants et à l'opinion publique par l'intermédiaire d'une vidéo : « De manière générale, l'abandon volontaire des armes et les travaux d'une commission établie par une loi et habilitée par le Parlement sont des éléments essentiels du processus. Je suis convaincu que les démarches entreprises ne seront pas vaines. Je perçois la sincérité et j'accorde ma confiance ».

### Une portée régionale

Erdoğan a déclaré, le lendemain de la cérémonie, que l'AKP, le MHP (ultra-nationaliste) et le DEM (parti de gauche pro-kurde) avaient « décidé de marcher ensemble sur cette route » insinuant qu'une sorte d'alliance avait été scellée entre ces trois partis. Le président turc a aussi souligné la portée régionale de ce rapprochement : « Les problèmes de nos frères kurdes d'Irak et de Syrie sont aussi nos problèmes. Nous discutons également de ce processus avec eux, et ils en sont très heureux » ; « les mesures prises hier ont eu un grand retentissement en Irak. Je suis également convaincu que l'unité et la solidarité l'emporteront en Syrie » ; « turcs, kurdes, arabes, nous sommes plus forts qu'hier ». Öcalan avait aussi plusieurs fois souligné qu'une alliance kurde-turque serait une opportunité pour construire l'hégémonie de la Turquie dans le Moyen-Orient.

### Inclure l'opposition

En réaction au discours d'Erdoğan, Pervin Buldan, membre de la délégation du DEM Parti, a soutenu que « c'est la première fois que le président Erdoğan adopte une posture aussi constructive, inclusive et engagée vis-à-vis du processus ». Elle a toutefois affirmé qu'il est seulement question « d'une alliance pour le processus », qui ne va pas au-delà, insinuant ainsi qu'il n'y a pas d'autre accord politique entre ces partis, notamment sur la question du soutien à une nouvelle Constitution qui renforcerait le pouvoir d'Erdoğan. D'autres dirigeants du DEM ont insisté sur le fait que la résolution de la question kurde passait par la démocratisation du pays et que le soutien

### À lire sur le site



Émeutes racistes dans l'État espagnol, par Irene García Galán



Deux Américains décédés, deux Amériques, par Dan La Botz

du principal parti d'opposition (CHP) et sa participation à la commission parlementaire chargée de définir le cadre juridique du processus était cruciale.

Quant à Özgür Özal, leader du CHP, dont le parti subit chaque semaine une vague d'arrestations et dont 15 maires ainsi que de nombreux cadres du parti sont incarcérés, il a critiqué Erdoğan en déclarant : « Le temps est révolu où l'on diabolise certains pour mieux rassembler derrière soi. Erdoğan tente de gaspiller une opportunité historique en cherchant à donner l'image d'une nouvelle alliance, juste pour prolonger un peu plus son pouvoir. »

La démilitarisation et la résolution de la question kurde constitueront des avancées capitales pour les peuples de Turquie et du Moyen-Orient. À condition cependant qu'elle passe par une restructuration démocratique de l'État et de la société, et ne soit pas instrumentalisée au service des ambitions autocratiques d'Erdoğan et de ses visées expansionnistes dans la région. C'est encore un combat sur plusieurs fronts qui se profile à l'horizon pour les forces démocratiques, progressistes et révolutionnaires de la région. Un combat certes semé de difficultés, jalonné d'obstacles mais qui en vaut incontestablement la peine.

Uraz Aydın

# L'INDE, DANS LA TOURMENTE CAPITALISTE

Le secteur public fut particulièrement développé en Inde dans la période qui a suivi l'indépendance. Cet héritage a été remis en question à partir des années 1990. Le Premier ministre Narendra Modi veut aujourd'hui le liquider totalement en imposant des privatisations massives, l'abandon des services publics et une réforme régressive du droit du travail, provoquant d'importantes résistances sociales. **Pierre Rousset explique.**

**« Fermez l'Inde » :  
une journée de grève  
nationale mobilisatrice**

## L'Inde en pire

Jawaharlal Nehru a été Premier ministre indien durant la période post-indépendance (il décède en 1964). À l'époque, se déclarer « socialiste » allait de soi. Il n'en a pas moins brutalement réprimé le mouvement communiste. Il est l'une des principales personnalités du Mouvement des non-alignés, aux côtés notamment de Zhou Enlai.

En 1956, il s'oppose à l'invasion occidental-israélienne de l'Égypte, après la nationalisation du canal de Suez. Incertain du soutien des États-Unis, il s'adosse à la Russie, met en œuvre de plans quinquennaux et développe le secteur public, à l'aide de fortes mesures protectionnistes. L'État assure la régulation de l'économie indienne, tout en entretenant des relations privilégiées avec les grands groupes familiaux tels que Tata ou Birla (avec lesquels les Nehru peuvent être proches). La Constitution adoptée en 1950 garantit les libertés individuelles, mais sa fille unique, Indira Gandhi, lui succédant à la tête du Parti du Congrès, impose l'état d'urgence de 1975 à 1977.

### Nationalisations, protectionnisme et non-alignement

Au sortir de cette période, la majorité des banques et les principales industries ont été nationalisées, avec un salariat bénéficiant d'un salaire minimum et d'importantes protections sociales. Sont concernées la production d'acier, pour une part celle de l'électricité, l'aviation, des mines (dont le charbon), des chantiers navals... En revanche, il n'y a pas eu de réforme agraire en faveur de la paysannerie, mais une alliance avec les grands propriétaires

terriens, détaxés et bénéficiant de la « Révolution verte » (1967), le petit peuple des villes et des campagnes restant prisonnier de la pauvreté et de la grande précarité. Face au risque d'une alliance régionale entre Pékin et Washington, l'Inde s'est rapprochée de l'URSS. Elle a signé avec Moscou un traité de coopération militaire en 1971. Les pays de l'Est européen représentaient environ 20% de ses exportations dans les années 1980. Néanmoins, l'État encourage alors des alliances avec des entreprises étrangères pour acquérir expertise et technologies.

### Libéralisation des années 1990

La première offensive pour rompre frontalement avec le mal nommé « socialisme nehruvien » est engagée, dans le cadre de la mondialisation capitaliste, par le Parti du Congrès lui-même. Ce sont les réformes libérales « Rao-Manmohan » mises en œuvre dans les années 1990, Manmohan Singh était ministre des Finances dans le gouvernement de Narasimha Rao. La libéralisation économique n'a pas suscité la vague d'industrialisation attendue, même si les privatisations ont débouché sur un boom économique, l'enrichissement d'une classe moyenne accédant à la



Le mercredi 9 juillet, des millions de travailleurEs ont mené une journée de grève nationale contre la réforme du Code du travail et les privatisations annoncées par le Premier ministre Narendra Modi.

société de consommation, mais favorisant aussi une corruption d'un nouveau type et la prééminence du secteur privé de la construction, en symbiose avec l'administration, employant un salariat sans droits.

### Stagnation et attaques sociales

Le gouvernement Modi poursuit dans cette voie, il se prévaut de son succès. Entre 2014 et 2025, le PIB réel a augmenté de 50% et, en parité de pouvoir d'achat, a dépassé celui de la France et du Royaume-Uni, accédant à la cinquième position mondiale et marginalisant l'extrême pauvreté. Néanmoins, en termes comparatifs, le bilan est loin d'être élogieux. Selon la Banque mondiale, jusqu'en 1993, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat était supérieur à celui de la Chine. En 2024, il n'en représentait plus que 43%. L'Indonésie fait aussi mieux. L'Inde stagne.

Narendra Modi a renoncé à s'attaquer de front à des secteurs organisés de la paysannerie dont il dépend électoralement. Il n'a pas de tels scrupules concernant le salariat des entreprises publiques. Il utilise des recettes que nous connaissons bien en France, comme réduire le financement du public, pour qu'il soit incapable de remplir ses fonctions auprès de la population

— de façon à créer les conditions favorables aux privatisations.

### Modi face à un dilemme

Les conséquences de ces choix politiques sont catastrophiques. Le secteur informel (plus de 40% de la population) et les autoentrepreneurs ne bénéficient toujours pas (ou peu) de protections. Ce mode de croissance accélère la crise climatique, alors qu'aujourd'hui des vagues de chaleur frappent le nord du pays avec des températures approchant les 50°C. L'extrémisme hindouiste de Modi le pousse à la guerre face au Pakistan, mais, comme le dernier conflit l'a montré, avec l'usage massif des drones, une confrontation militaire ne se limite plus aux zones frontalières : comment attirer les capitaux si la sécurité des investissements ne peut être garantie, même en ce domaine ? Les ambitions de puissance de Modi l'ont conduit à accueillir les BRICS — au grand déplaisir de Trump qui juge que cette alliance hétéroclite se fait contre les États-Unis et qui promet, si l'Inde ne s'en retire pas, 10% de taxes douanières en plus du taux qui sera de toute façon imposé. Narendra Modi courtise les investisseurs étatsuniens et souhaite s'allier à Washington, mais il ne veut pas laisser la Chine postuler seule au leadership non occidental. Cruel dilemme.

Une coalition de dix grands syndicats de salariéEs des services publics et l'industrie, ainsi que d'autres organisations représentant les agriculteurEs et les travailleurEs ruraux, ont appelé à cette journée de mobilisation baptisée, en hindi, « Bharat Bandh », à savoir « Fermez l'Inde ». Il est difficile de savoir précisément combien de personnes ont participé aux grèves et actions diverses dans ce pays-continent, aux réalités régionales multiples. Des chiffres de 150 à 250 millions de participantEs ont été avancés.

### À l'arrêt

Selon les syndicats, la grève a paralysé des mines de charbon dans plusieurs États, touché le secteur financier (banques, assurances), le gros commerce (supermarchés), des manifestantEs ont bloqué le passage de trains. Des arrêts territoriaux de travail ont eu lieu dans le Kerala, au sud du pays, les bureaux et les écoles restant fermées, les rues désertées, le rideau de fer des boutiques abaissé. Dans certaines zones de l'État d'Odisha, à l'est de l'Inde, la circulation a été interrompue. Parmi les mots d'ordre, la presse relève en particulier « Arrêtez de vendre nos chemins de fer » et « N'empiétez pas sur les droits des syndicats ».

### De multiples protestations

Au-delà de la dénonciation générale du programme de contre-réformes annoncé par Narendra Modi, la mobilisation du 9 juillet a été l'occasion d'exprimer de multiples protestations, contre le non-respect de la loi (sur le salaire minimum...) ou l'absence de régulation (concernant les travailleurEs migrantEs quittant leurs villages pour une zone industrielle), la remise en cause de la journée de travail de 8 heures pour les secteurs du salariat qui en bénéficient... une tendance à tirer vers le bas les salariéEs ayant un contrat vers la condition de non-droit faite à l'immense main-d'œuvre du secteur informel, corvéable à merci. Tel est le cas des employéEs des plateformes dans ce pays spécialisé dans l'économie du numérique. Le droit de grève et les libertés syndicales sont aussi dans la ligne de mire du régime.



## PALESTINE Georges Ibrahim Abdallah, bientôt libre!

Le 17 juillet 2025, la Cour d'appel de Paris a ordonné la libération de Georges Ibrahim Abdallah, incarcéré depuis plus de 40 ans.

Militant libanais du FPLP (Front populaire de la libération de la Palestine) puis militant des FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises), Georges Abdallah a consacré sa vie à la lutte contre l'impérialisme, notamment contre l'État d'Israël qui avait envahi son pays, et contre leur soutien étatsunien. Plus ancien prisonnier politique en France, Georges Abdallah a vécu 40 ans d'acharnement politique et judiciaire par les gouvernements successifs, de droite comme de « gauche ». Rappelons que le premier avocat de Georges Ibrahim Abdallah, Jean-Paul Mazurier, avait révélé dans *L'Agent noir, une taupe dans l'affaire Abdallah* (Robert Laffont, 1987), qu'il a joué un double jeu, en travaillant pour les services secrets français tout en défendant son client.



© ÉRIC COQUEREL, POST FACEBOOK

### Un symbole des luttes pour la libération de la Palestine

Il devrait être libéré le 25 juillet prochain, n'en déplaise à Bruno Retailleau le dénigrant ainsi que ses soutiens de façon islamophobe en l'appelant « Ibrahim Abdallah » bien que chrétien maronite. Nous pouvons nous réjouir de cette libération historique, mais faisons toutefois preuve de prudence tant qu'il ne sera pas au Liban avec sa famille et ses proches, puisse-t-il être à l'abri des menaces ennemies. Emprisonné depuis 1984 et libérable depuis 1999, Georges Abdallah est un exemple de lutte acharnée et de détermination pour des générations entières de militantes. Saluons toutes celles qui se sont mobilisées pour la libération de Georges Abdallah au cours de ces dernières décennies ! Le soutien à Georges Abdallah en France a été organisé, entre autres, par le Collectif unitaire pour la Libération de Georges Abdallah et par une large frange des luttes anti-impérialistes comme le collectif dissous Palestine Vaincra. Ce soutien massif, à travers plusieurs générations, a permis d'établir un rapport de forces souligné dans la décision de la Cour d'appel qui a eu peur de « trouble à l'ordre public » en cas de maintien en détention. Les mobilisations à Lannemezan devant la prison où était enfermé Georges Abdallah sont un bel exemple d'un soutien sans faille dans la durée.

### Pour la libération de toutes les prisonniers palestiniens

Le cas de Georges Abdallah ne saurait faire oublier les plus de 10 000 prisonniers palestiniens. Ce sont eux qui subissent la répression pénitentiaire coloniale en Israël, ou dans les États impérialistes comme la France. Citons par exemple Anan Yaeesh détenu en Italie, Dr. Sereen Saeedi détenu à Damon, Dr. Hussam Abu Safa détenu à Sde Teiman ou encore Abdullah Abu Diab, 15 ans et condamné à 48 mois de prison. Le quotidien en prison est très bien raconté par le militant Salah Hamouri dans *Prisonnier de Jérusalem* (Libertalia, 2023). Continuons la mobilisation jusqu'au 25 juillet qui, espérons-le, devrait être un jour historique de la libération effective de Georges Ibrahim Abdallah ! Au-delà, continuons d'exiger la libération de toutes les prisonniers politiques palestiniens, pour une Palestine libre de la mer au Jourdain. Leurs luttes là-bas nourrissent les espoirs révolutionnaires contre l'impérialisme et le colonialisme, que nous devons cultiver par un soutien concret et dans la durée, à commencer par la lutte contre le génocide actuel à Gaza par Israël.

An Gwesped

## FISCALITÉ Quand Macron montre le canon, les riches continuent de profiter du budget

Le budget 2026 serait pris en étau entre « un pays à l'agonie » du fait du montant de sa dette (Bayrou) et la menace russe qui imposerait une hausse du budget militaire afin « d'être libre » (Macron).

Donc 43,8 milliards de coupes budgétaires d'un côté et 3,5 milliards d'euros en plus par rapport aux dépenses initiales pour le budget de la défense en 2026 (et 3 milliards en 2027). « C'est un effort ponctuel de tous (...), si notre liberté a un prix, le voici. »

### À l'origine de la dette: une politique fiscale pour les riches

Effort ponctuel de toutes et tous ? « Depuis 2017, en France, le creusement du déficit de 2,4 points de PIB s'explique — comptablement — par la baisse du taux de prélèvements obligatoires (de 2,5 points de PIB), dont 1,6 point se traduit par une baisse des prélèvements payés par les ménages et 0,9 point pour les entreprises. De leur côté, les dépenses publiques sont restées stables. » Pour le dire autrement, l'endettement (qui permet de financer le déficit de l'État) est le résultat d'une baisse délibérée des recettes fiscales. Selon la Cour des comptes, l'État français a ainsi renoncé à environ 63 milliards d'euros d'impôts chaque année, au bénéfice des plus riches et des grandes entreprises.

Florilège: baisse du taux d'imposition sur les sociétés de 33,3% à 25%; réduction d'impôts sur la production; baisse de l'imposition des dividendes et des intérêts (prélèvement à un taux fixe de 30% au lieu de leur taxation sur



la base du barème progressif de l'impôt sur le revenu); remplacement de l'impôt sur la fortune (ISF) par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) qui permet au détenteurs de capital financier (actions, obligations) d'être moins imposés; suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales; réduction du taux de cotisations sociales payées par les employeurs... Et le gouvernement ne veut pas entendre parler de la « taxe Zucman », une taxe de 2% sur les patrimoines dépassant 100 millions d'euros, qui concernerait 1 800 ménages en France...

### Les besoins sociaux ou les armes ?

Le prix de notre liberté ? Il faudrait ainsi sacrifier les besoins

sociaux sur l'autel du militarisme afin de soutenir l'Ukraine face à la menace russe. En fait, la dynamique de militarisation française ne profite que très marginalement à l'Ukraine. En 2024, la France est devenue le second exportateur d'armes dans le monde, avec un montant de 18 milliards d'euros — meilleure année après 2022. Bénéficiaires principaux ? Serbie, Indonésie pour 30 Rafale, Pays-Bas pour 4 sous-marins. Quid de 2022, année historique avec un montant à l'export de 27 milliards d'euros ? Plus des deux tiers de cette somme viennent d'un contrat avec... les Émirats arabes unis pour 80 Rafale. Plus globalement, entre 2013 et 2022, plus de la moitié des exportations françaises d'armes sont allées

vers 5 pays : les Émirats arabes unis, l'Égypte, le Qatar, l'Inde et l'Arabie saoudite. Et pour 2025 ? Pour l'instant 14 hélicoptères vendus à l'Irak...

L'Ukraine dans tout ça ? Entre janvier 2022 et février 2025, la France a apporté environ 5 milliards d'aide militaire à l'Ukraine... On est loin du soutien militaire massif qui justifierait une hausse de la production d'armes. La réalité, c'est que les armes françaises vont surtout vers des dictatures plutôt que vers le peuple ukrainien.

### Contre l'impérialisme et pour la satisfaction des besoins sociaux et le soutien, y compris armé, des peuples en lutte !

Le discours qui allie réduction de la dette et réarmement est donc une véritable machine de guerre contre nos conquies sociaux. Nos mobilisations doivent imposer d'autres choix. Socialiser la production d'armes et reconvertir cette industrie. Retirer les troupes françaises de toutes ses bases à l'étranger et dans les colonies. Stopper la vente d'armes aux dictatures et à l'État d'Israël. Soutenir l'Ukraine par l'envoi d'armes et satisfaire les besoins sociaux par l'extension de la sphère de la gratuité et la hausse des cotisations sociales. Contre leur budget de mort et de casse sociale, à la rentrée, reprenons la rue !

William Daunora

## SÉCURITÉ AU TRAVAIL La déréglementation tue

En moins de trois mois, cinq jeunes, dont quatre mineurs, sont morts au travail. Révoltant et triste et pourtant si prévisible... Et que va faire le gouvernement ? Rien. Et même pire.

Le 10 juillet dernier, la ministre du Travail, Panosyan-Bouvet, déclarait : « Les accidents du travail graves et mortels ne sont pas des statistiques mais des vies, des familles et des collectifs de travail brisés. S'ils ont des causes diverses, ils ont en commun d'être, pour beaucoup, évitables. Les mêmes constats sont souvent faits : insuffisance de l'évaluation des risques, risques générés par de longues chaînes de sous-traitance, manque de formation des travailleurs, notamment des jeunes et des nouveaux arrivants ».

Les décès successifs de jeunes travailleurs ces derniers mois ont mis en lumière une nouvelle fois l'ampleur des morts au travail, et le gouvernement se retrouve contraint de faire croire qu'il agit, tout en ménageant les patrons, responsables de ces morts. La ministre a donc annoncé une série de mesures pour lutter contre les accidents graves et mortels, plus imprécises les unes que les autres, et aux délais de mise en œuvre incertains.

Si le gouvernement voulait réellement lutter contre cette hécatombe, particulièrement chez les jeunes qui sont deux fois plus touchés que la moyenne des travailleurs, il pourrait commencer par revenir sur les déréglementations introduites par Macron et son prédécesseur.



### Suppression de la vérification de conformité en 2015

Au printemps 2015, Valls et Rebsamen ont supprimé, par décret, l'autorisation de l'inspection du travail pour affecter des salariés mineurs à des travaux dangereux. Depuis, une simple déclaration, que la plupart des employeurs ne se donnent même plus la peine d'adresser, suffit pour faire travailler un jeune sur une presse, l'exposer à des agents chimiques dangereux, ou lui faire conduire un engin de levage.

Auparavant les inspecteurs du travail se déplaçaient dans l'entreprise et vérifiaient la conformité des équipements concernés et plus généralement le respect des règles de sécurité dans l'entreprise, ce qui conduisait fréquemment à des décisions de refus (y compris dans les lycées professionnels !). Toujours en 2015, la loi Rebsamen a autorisé les patrons à renouveler les CDD et les contrats d'intérim deux fois au lieu d'une seule. Il était pourtant déjà parfaitement connu que la précarité surexpose les travailleurs aux accidents du travail.

### Fin de la visite médicale d'embauche en 2016

L'année suivante, la loi El-Khomri, dite « loi travail », a mis fin à la visite médicale d'embauche, remplacée par une visite d'information et de prévention à réaliser dans les trois mois suivant l'arrivée du salarié dans l'entreprise — ce qui veut dire jamais pour les contrats de courte durée — et a permis d'espacer jusqu'à 5 ans les visites périodiques. Les ordonnances Macron de 2017 sont venues couronner cette rafale de mesures contre la santé et la sécurité des travailleurs en supprimant les CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), seule instance de représentation du personnel dédiée à ces sujets, pour confier leurs prérogatives aux CSE (comité social et économique).

Sans surprise, le gouvernement n'envisage de revenir sur aucune de ces déréglementations. Il a, par contre, annoncé avec son projet de budget 2026 une nouvelle réforme du droit du travail qui pourrait comprendre la suppression des visites médicales de reprise par la médecine du travail après un arrêt maladie. Chassez le naturel...

Il est grand temps de dégager Macron, Bayrou et leur clique. Dès la rentrée, toutes et tous en grève et dans la rue !

Simon Saissac

### À lire sur le site



Feu vert du rectorat pour une école privée pilotée par Stérin, par Radu Varl

## Culture

### ESSAI **Marxistes et libertaires, d'Olivier Besancenot et Michael Löwy**

Éditions Libertalia, 2025, 224 pages, 10 euros.

Les affinités révolutionnaires (le sous-titre) sont au cœur de ce que cherche à documenter et à réfléchir le livre d'Olivier Besancenot et Michael Löwy. Disons-le d'emblée, c'est un livre important. Il l'était déjà à sa première publication, il y a une dizaine d'années, aux éditions Mille et Une Nuits.

Sortir le livre du catalogue de cette maison, propriété du groupe Fayard tombée depuis dans l'escarcelle de Bolloré, était en soi un geste politique. Cette seconde édition enrichie et publiée aux éditions Libertalia en est un autre.

#### Ce qui rassemble

Parce que chercher à voir et à trouver ce qui rassemble est sans doute bien plus exigeant et prometteur que de cultiver sa distinction, pire encore, son sectarisme. Puisque marxistes et libertaires, en plus d'une origine commune forgée au cœur du mouvement ouvrier, ont bel et bien des affinités.

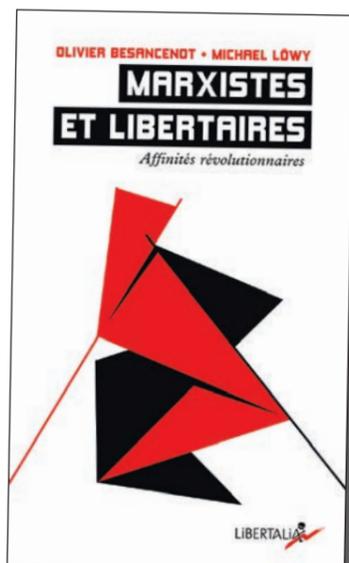
Elles sont regardées au feu des événements dans deux chapitres/mouvements : « *convergences solidaires* » et « *convergences et conflits* ». Le premier va de la Première Internationale et la Commune de Paris à nos jours ; le second — on s'en doutera — s'attarde sur la Russie de 1917-1921. Ici, les auteurs ne se dérobent pas : la répression de Cronstadt n'est pas une « *tragique nécessité* », c'est « *une erreur et une faute* ». Il fallait que ce soit dit, non pour l'histoire mais pour le présent : car c'est de la défense acharnée de la démocratie dont il est question.

#### Libertaires, marxistes, un peu des deux

Deux autres chapitres croisent ces deux-là. Ils sont dédiés à des portraits d'hommes et de femmes, de figures libertaires, marxistes... et même un peu des deux à la fois. Après tout, les frontières sont-elles si étanches que cela ? Il y a certes des filiations. Elles s'incarnent dans des expériences transmises, dans des formulations théoriques et stratégiques, dans des organisations évidemment — dont on se revendique et qui sont une histoire vivante, celle de courants révolutionnaires tels qu'ils se sont cristallisés au siècle passé. Des éthos militants aussi, le livre ne l'évoque pas mais il y aurait à dire.

Mais — et c'est l'objet du dernier chapitre — il est aussi de grandes questions politiques partagées. Celles auxquelles on se heurte, on se confronte : le pouvoir, la démocratie et l'État ; la planification et l'autogestion ; le rapport du politique au social. Humbles devant l'histoire, personne ne peut se targuer aujourd'hui de réponses toutes faites et déjà là. Daniel Guérin voyait dans son marxisme libertaire un « *point de ralliement vers l'avenir* ». C'est cette démarche, ouverte et sincère, à laquelle aspirent et nous invitent les auteurs dans ce livre-jalon.

**Théo Roumier**



Début juin, le dernier opus du réseau VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), *Nouveaux fascismes, ripostes syndicales* est paru aux éditions Syllepse. Cet ouvrage propose une plongée dans le monde réel, celui de 2025, de la terreur fasciste qui monte aux quatre coins du globe et de celles et ceux qui y résistent. Sa lecture provoque un électrochoc, le condensé d'événements dramatiques qui inonde nos fils actualité chaque matin porte un nom : l'extrême droite qui met en œuvre sa politique fasciste.

#### Un livre pour survivre

C'est avant tout un livre d'utilité publique, destiné à toutes celles et ceux pour qui la lutte antifasciste est un impératif, une question de survie. Les syndicalistes, les travailleuses et travailleurs, sont en première ligne de cette offensive globale. En proposant une analyse et un inventaire factuel du fascisme au 21<sup>e</sup> siècle, VISA nous offre un outil militant essentiel. Pour lutter contre la résignation, pour s'alimenter des résistances antifascistes actuelles, il faut lire et faire lire cet ouvrage à ses collègues, ses amis et sa famille.

Dans sa préface, Edwy Plenel souligne que « *ce manuel de résistance nous indique comment construire la digue [...] une digue sociale, unitaire et internationaliste* ». Les contributions, écrites par des syndicalistes et des militantes, montrent à la fois les similitudes et les différences des dynamiques fascistes ou fascistes dans 21 pays. Une chose est sûre, partout, hier comme aujourd'hui, les syndicats sont une cible privilégiée du fascisme. Et les syndicalistes sont au cœur des résistances qui lui font face.

#### Patronat français et législatives anticipées de 2024

La première partie du livre revient sur le contexte français, et notamment des dynamiques de rapprochement à



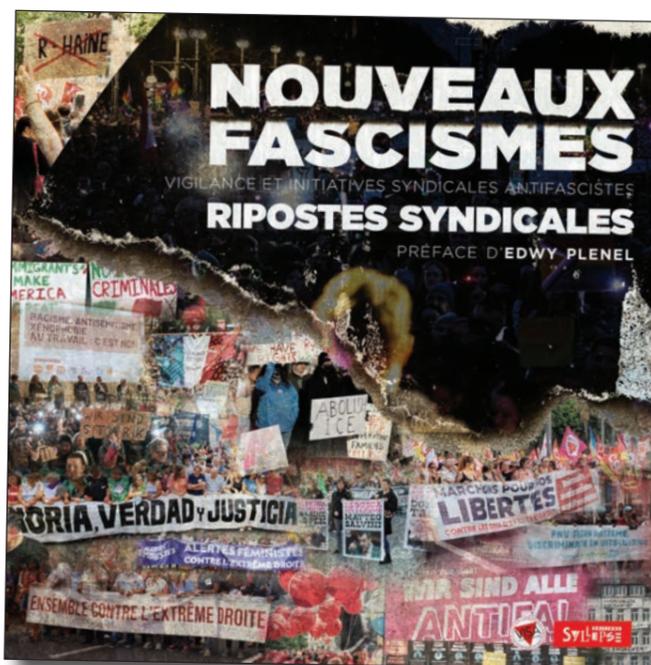
Concernant les violences de genre, il est admis que l'Espagne a quelques longueurs d'avance. Cela se traduit, une fois encore, dans la fiction. *Querers*, la minisérie dirigée par Alauda Ruiz de Azúa en est une illustration.

#### Viol conjugal

On ne le sait pas immédiatement, alors autant le dire : Miren (Nagore Aranburu), la femme

### ESSAI **Nouveaux fascismes, ripostes syndicales, de VISA**

Éditions Syllepse, 2025, 204 pages, 12 euros. Préface d'Edwy Plenel.



l'œuvre entre le grand patronat et l'extrême droite. Les convergences entre certains secteurs du grand patronat se sont accélérées et sont devenues de plus en plus visibles au moment des législatives de 2024, quand l'arrivée du RN au pouvoir était plus qu'une hypothèse sérieuse. La mobilisation intersyndicale, et de larges pans de la société, derrière le NFP (Nouveau Front populaire) permet de lui barrer la route. Mais nous sommes prévenus. C'est cette urgence — unitaire, antiraciste et antifasciste — qui ressort des contributions de la confédération CGT, de l'Union syndicale Solidaires et de la FSU.

#### Le droit de grève en Hongrie et la résistance dans l'éducation

L'exemple hongrois témoigne de ce que signifie cette « *marche vers la dictature* », dont l'une des

premières mesures, il y a 15 ans déjà, fut de limiter le droit de grève. Ce chapitre, centré sur la politique réactionnaire et fascisante d'Orban dans l'éducation, permet de mesurer l'ampleur des reculs et ses conséquences sur les élèves et le corps enseignant. La militante de Tanitanek, mouvement de résistance de travailleurs de l'éducation formé en 2015, nous indique aussi les chemins sinueux de la résistance qui s'organise.

#### Contre-réformes brutales en Finlande

En Finlande, l'adoption en 2024 d'un programme de contre-réformes aussi brutal que raciste par le parti les « *Vrais Finlandais* », a lui enclenché une importante riposte syndicale. Le vaste mouvement de grève à l'appel des deux confédérations du pays aurait coûté un

milliard d'euros au patronat. Si le mouvement a échoué à faire reculer le gouvernement, le parti d'extrême droite a chuté dans l'opinion publique et a subi un important revers électoral par la suite. Des résistances syndicales qu'on retrouve aussi en Inde, en Argentine ou en Italie. Et si aucune n'a vaincu, c'est bien la première digue, celle qui empêche toutes les autres de céder.

#### Nous devons être la digue...

Car quand le syndicalisme a été vaincu, ou plutôt intégré à l'appareil d'État, la violence des nouveaux fascismes se déploie pleinement. En Iran ou au Belarus, les résistances doivent faire face à la répression systématique, l'emprisonnement et même la mort. Elles se réinventent pourtant, en exil ou dans la clandestinité. Mais c'est aussi la guerre et la violence génocidaire qui s'abat sur les peuples, comme nous le rappellent les chapitres dédiés à la Palestine et à l'Ukraine. Si la lutte syndicale, plutôt que disparaître, change radicalement dans ces derniers cas, c'est un avertissement sans frais. Nous n'avons pas le choix, il faut à tout prix empêcher le pire de continuer à advenir.

**Elias Vola**

**Librairie La Brèche**  
Événements militants, achats personnels ou cadeaux  
► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil  
★ **la-breche.com**  
01 49 28 52 44  
contact@la-breche.com

### SÉRIE **Querers, d'Alauda Ruiz de Azúa**

Série espagnole en 4 épisodes de 46 min, disponible jusqu'au 4 décembre 2025 sur arte.tv

au centre de cette histoire, aussi menue soit-elle, fait preuve d'une grande détermination et se montre absolument inflexible. Au bout de sa vie de couple, elle décide que ça suffit ! Que ce qu'elle a subi, que ce qu'elle a laissé faire, doit cesser. Elle prend une avocate — féministe, militante — et porte plainte contre son mari pour viol conjugal, répété à l'infini tout au long de leur vie commune.

Ensemble, ils ont deux enfants, qui prennent parti. L'ainé, Aitor (Miguel Bernardeau), socialement bien établi, se range ouvertement du côté de son père, répétant à l'envi les clichés sur le couple et le devoir conjugal — il y laissera le sien, de couple, car sa compagne comprend, elle. L'autre, Jon (Iván Pellicer), homosexuel, n'est pas contre sa mère, car il écoute, car

il comprend, car il partage l'expérience douloureuse d'un père violent, d'un père dominateur. Quant au mari, Íñigo (Pedro Casablanc), adossé à une famille bourgeoise dominatrice, il cultive une sorte de bonne éducation, de vernis social irréprochable, de bonne tenue qui lui vaut le soutien des amis du couple, jusque et y compris au moment de témoigner face à la justice.

#### Un parti pris bienvenu !

La détermination de Miren fait ressortir les failles et les doutes des autres personnages. La réalisatrice passe en revue tout ce que Miren doit affronter. Elle montre la palette impressionnante des attitudes du mari, tour à tour enjôleur, menaçant, violent — symboliquement — manipulateur, stratégique. Cet

homme fait peur, en toute simplicité. Il cherche à gagner le soutien de leurs fils, mettant en œuvre vis-à-vis d'eux tous les comportements dont l'accuse Miren.

L'appui qu'il trouve auprès de sa propre famille, emblématique d'une certaine bourgeoisie de l'État espagnol, semble aller de soi, et glace le sang. Réquisitoire implacable qui déniche les ravages de la domination patriarcale au cœur d'une famille « normale » de la société basque. À voir !

**Claude Moro**

#### À lire sur le site

Montpellier : Une soirée pour discuter travail et type de production

# FORMATION Université d'été 2025, demandez le programme!

Avec déjà plus de 300 inscrites, notre université s'annonce comme un succès. Il est vrai qu'il s'agit d'un événement immanquable pour les militantEs avant la rentrée. D'ailleurs, inscrivez-vous vite car les places vont finir par manquer!

**A**u programme : formations et débats pour discuter de la situation politique en France et dans le monde à l'heure de la multiplication des crises du capitalisme (crises économiques, crises climatiques, guerres...) et de l'exacerbation des tensions de la classe capitaliste. Mais nous aurons aussi de nombreux moments culturels et festifs : projections de films, expositions, soirées animées...

## Un cycle de formation sur Fanon

Allez, arrêtons le suspense, voici en avant-première une idée plus précise du programme qui vous attend. À l'occasion du centenaire de la naissance de Frantz Fanon, nous proposerons un cycle de 4 ateliers autour de sa pensée et de son parcours. Nous reviendrons sur son histoire avec l'atelier « *Fanon : militant anticolonial, penseur décolonial* » accompagné par Mireille Fanon-Mendès-France et Lissell Quiroz. Nous approfondirons aussi sur sa pensée décoloniale lors d'un atelier sur le colonialisme français d'hier à aujourd'hui, avec Philippe Azema et des militants kanak, ainsi que d'un atelier sur l'Algérie et le soulèvement des damnés de la terre avec Nadir Djerroune et Mireille Fanon-Mendès-France. Enfin nous parlerons des apports de Frantz Fanon en matière de psychiatrie lors de l'atelier : « *Fanon, psychiatre de la désaliénation* ». Mardi soir, nous assisterons à la projection du film *Sur les traces de Frantz Fanon* avec le réalisateur Mehdi Lallaoui (2021), qui revient sur la vie et l'œuvre de Frantz Fanon.

## Et un autre sur la montée des guerres impérialistes

Notre second cycle sera évidemment consacré aux guerres et à la montée des impérialismes. D'abord avec Claude Serfati, Catherine Samary et Franck Gaudichaud lors d'un atelier : « *Impérialisme, militarisme : concurrences et redéploiement mondial des offensives* » qui proposera une analyse globale de la situation internationale. Nous reviendrons aussi sur la situation de génocide en Palestine avec Monira Moon et Salah Hamouri au cours de l'atelier : « *Palestine : lutte armée, lutte de libération nationale et mobilisation internationale* ». Nous approfondirons la situation globale de la région au Moyen-Orient en particulier depuis les attaques contre l'Iran en juin lors de l'atelier : « *Moyen-Orient : entre guerres israélo-US et dictatures, bilan et perspectives d'une reconfiguration contre les peuples* » avec des camarades de la région et Édouard Soulier. Ce cycle sera aussi l'occasion de reparler de la situation en Ukraine avec Mira et Andriy (Solidarity Collectives), Patrick Silberstein (Éditions Agone), Patrick Silberstein (Éditions Agone) et RESU, en visio) et

**NPA**  
L'Anticapitaliste

17<sup>e</sup>  
**UNIVERSITÉ D'ÉTÉ**  
DU DIMANCHE 24 AU MERCREDI 27 AOÛT

Pour s'inscrire à l'Université d'été du NPA-L'Anticapitaliste 2025  
Une adresse : [npa-lanticapitaliste.org/UDT2025](http://npa-lanticapitaliste.org/UDT2025)  
Sinon adresser chèque, chèques vacances ou espèces directement à :  
NPA-L'Anticapitaliste, Université d'été, 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil  
Inscrivez-vous vite car les places sont comptées!

Manon Boltansky au cours de l'atelier « *Ukraine : résistance populaire, antimilitarisme et lutte armée* ». Enfin, cela sera l'occasion de revenir sur la façon dont la guerre remodèle le travail et la production durant un atelier spécifique traitant ces questions : « *Industrie de guerre : défendre une position internationaliste et lutte de classe pour l'emploi, la reconversion, la paix* » avec Claude Serfati (économiste, spécialiste de l'industrie d'armement) et des camarades des entreprises concernées.

## Ce sont les auteurEs qui en parlent le mieux

Comme chaque année, l'université d'été sera aussi l'occasion de rencontres littéraires avec des autrices et des auteurs, autour autour des dernières sorties en librairie. Ainsi, vous pourrez retrouver le livre *Ennemis mortels, origine coloniale de l'islamophobie française* (La Brèche, 2025) avec l'auteur Olivier Le Cour-Grandmaison. Livre que les éditions La Brèche sont heureuses de pouvoir compter à leur catalogue et qui revient sur la façon dont l'islamophobie s'est développée en France y compris chez des intellectuels. Vous pourrez aussi retrouver Ludvine Bantigny qui présentera *Nous ne sommes rien soyons toutes* (Seuil, 2025) qui revisite l'histoire des luttes féminines et féministes, sociales et politiques de la Révolution à nos jours. Somayah Rostampour nous parlera aussi de son dernier livre : *Femmes en armes, savoirs en révolte* (Éditions Agone, 2025) qui a pour objet un féminisme qui

ne dit pas son nom, qui émerge dans un conflit armé long, un féminisme pensé par et pour des femmes kurdes, au carrefour de plusieurs oppressions. Jules Falquet sera aussi des nôtres pour présenter *La Combinatoire straight* (Éditions Amsterdam, 2025) où elle analyse en profondeur les liens entre colonialisme, violences sexuelles, métissages forcés et bâtarde, montrant comment la combinatoire straight moderne-coloniale a produit le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Enfin, Olivier Besancenot et Michael Löwy reviendront sur leur livre *Marxistes et libertaires* (Éditions Libertalia, 2025, lire page 7) à l'occasion de sa réédition. Les histoires du mouvement révolutionnaire racontent en détail les désaccords, conflits et affrontements entre marxistes et anarchistes. Il existe un autre versant de l'histoire, non moins important, mais souvent oublié, et parfois même délibérément écarté : celui des alliances et des solidarités agissantes entre anarchistes et marxistes.

## Et puis des surprises, des ateliers spécifiques

Évidemment, le programme réserve plein d'autres surprises. Comme le forum du mardi après-midi qui permet de faire le point sur l'analyse de la situation sociale et politique en France notamment après les annonces de Bayrou sur son budget qui attaque le monde du travail, avec les acteurs syndicaux et politiques qui ont fait le NFP (Nouveau Front populaire) l'an dernier.

Comme aussi, les discussions autour du manifeste écosocialiste de la 4<sup>e</sup> Internationale adoptée lors de son Congrès mondial en février 2025. Comme les ateliers du CEM (Centre d'études marxistes). Et des ateliers pour tenter de répondre à toutes les questions que nous nous posons : comment interdire les licenciements ? Quelle bataille pour défendre la Sécu ? Comment lutter contre l'extrême droite notamment en matière d'écologie ? Comment défendre les femmes en première ligne dans le monde du travail ? Comment lutter contre le racisme, et l'antitsiganisme en particulier ? Quelle pédagogie pour une éducation émancipatrice, à l'heure des révélations sur les violences faites aux enfants à Bétharram et ailleurs ? Comment renforcer les luttes des étudiants et des jeunes ? Mais aussi des films, des ateliers pratiques très pratiques, comme ce qu'il (ne) faut (pas) faire en garde à vue ? On en oublie certainement, on s'excuse, on a encore du travail pour tout préparer (mais ce sera prêt !).

Tout cela n'est qu'un mince aperçu du choix offert par ce programme très dense. On vous prévient : impossible de tout faire ! Ces quatre jours sont aussi riches de rencontres, d'échanges informels, de camaraderie et de convivialité. Le plus simple, c'est de venir voir... au soleil, avec la plage pas loin ! On vous attend.  
**Commission Université d'été**

## Suis-nous

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](http://lanticapitaliste.org)  
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)  
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)  
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)  
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)  
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



## Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

## Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

## Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

## Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



## Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ?

Fais-le nous savoir à :

[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

## L'image de la semaine

